

12 octobre

Le potentat camerounais Paul Biya, dépositaire local des intérêts d'Elf, a fixé au 12 octobre le scrutin présidentiel truqué qui doit, après les législatives frauduleuses du 17 mai (cf. Billets n° 48), parachèver la « légitimation » de son pouvoir.

Lionel Jospin est parfaitement informé de la façon dont la Françafrique a installé Biya et coopéré à ses coups de force électoraux successifs. L'écrivain camerounais Mongo Béti met d'ailleurs les points sur les « i », dans une lettre ouverte adressée au Parti socialiste français (voir Ils ont dit).

La position qu'adoptera Lionel Jospin vis-à-vis de ce scrutin du 12 octobre est un test crucial : choisira-t-il ou non l'intérêt de la France contre les logiques et magouilles inavouables de la Françafrique, qui soulèvent le cœur d'un nombre croissant d'Africains ?

Lui qui osa s'opposer à la politique africaine de Mitterrand, continuera-t-il d'autoriser son ministre Védrine à bénir celle de Chirac - comme lors de l'indécemment mauritanien ? Couvrira-t-il l'ingérence franco-tchadienne dans la guerre civile au Congo-Brazzaville ? Laissera-t-il se commettre le hold up du pétrole tchadien ? Etc.

Débordé par un Chirac suractif au sud du Sahara (faute de pouvoir l'être à Paris), encerclé par la Françafrique, circonvenu peut-être par son double langage, Jospin finira-t-il par y adhérer ? Il est encore temps de lui tourner le dos.

Cela exigera sans doute de préférer une vérité pénible aux louvoisements publicitaires d'un Séguéla - qui, horresco referens, conseilla la communication présidentielle de Mitterrand, Eyadema, Sassou Nguesso, Biya... avant de s'immiscer dans le staff de Jospin ! En publicité, il faut séduire. En politique, parfois, il faut choisir.

SALVES

Avions français au Congo ?

Sous ce titre interrogatif, *Le Nouvel Observateur* (25/09/1997) indique que, selon l'opposition tchadienne, l'armée de l'air française mettrait des avions de transport militaire à la disposition de soldats tchadiens partant combattre au Tchad aux côtés du général Sassou Nguesso, en guerre contre le président Lissouba. Les appareils décolleraient d'Abéché, où la France a ses aises depuis qu'elle a déployé, contre la Libye, le dispositif *Épervier*.

On peut sans doute ôter le point d'interrogation : le SIRPA (Service d'information des armées) n'a pas été en mesure d'apporter le démenti que nous lui avons demandé.

Ainsi, sous une neutralité de façade, la France a pris nettement parti pour l'une des factions qui déchirent le pays pour partager avec Elf la rente pétrolière. Dans ce combat, elle se retrouve aux côtés de l'armée tribale du président tchadien Idriss Déby, d'une partie de la garde mobutiste, de morceaux du *Hutu power* rwandais, et des mercenaires recrutés par les services secrets français (cf. *Billets* n° 50). À l'état-major parisien, on a de la suite dans les « idées ».

Cette fois, il ne s'agit plus seulement des réseaux françafricains, mais de la France officielle - même si l'armée française au Tchad (comme en Centrafrique) pratique volontiers l'autogestion. Il est impensable que Chirac n'ait pas donné son feu vert à cet engagement d'avions français. Selon *Le Canard enchaîné* (10 et 17/09/1997), le tandem Chirac-Bongo mobilise tous azimuts en faveur de l'ami Nguesso et contre Lissouba - interdit d'Élysée et de Matignon. Un responsable du RPR confirme par ailleurs le feu vert de l'Élysée et de certains dirigeants d'Elf aux livraisons d'armes à Sassou Nguesso.

Lionel Jospin a-t-il été avisé de l'envoi d'avions français chargés d'armes au cœur d'une guerre civile ? Il entend pourtant « veiller aux conditions d'engagement des unités sur des théâtres extérieurs. [...] La décision de recourir à la force ne saurait être aventurée [bonjour Chirac !]. Elle relève [...] du président de la République et du gouvernement ¹ ».

Prévenu au moins par la presse, Jospin pense quoi de cette histoire de fous, et de gros sous ² ?

Certes, Lissouba n'est pas un saint. Il a aussi ses mercenaires ukrainiens, pilotes d'hélicoptères (*L'Humanité*, 20/08/1997 et 17/09/1997), et des conseillers US. Mais quand donc, à la tour Elf, à l'Élysée, et même à Matignon, comprendra-t-on que le temps des « *faiseurs de rois nègres* » est révolu, et que les Africains n'ont rien à cirer de la vendetta franco-américaine ?

1. Déclaration au camp de Canjuers, 15/09/1997.

2. Deux ministres de Lissouba ont accusé Elf d'avoir versé 150 millions de dollars, voici deux ans, à Sassou Nguesso. De quoi fourbir une guerre civile... (*Le Canard enchaîné*, 03/09/1997).

Base d'aventure

Ainsi, il s'est vite confirmé qu'au lieu du Centrafrique, le Tchad joue désormais, littéralement, le rôle de porte-avions de l'aventurisme militaire français en Afrique centrale.

L'annonce faite le 30 juillet par le ministre de la Défense Alain Richard était d'ailleurs limpide : « *la France [...] a jugé utile de consolider son implantation à N'Djaména [...] qui permet des mouvements rapides vers les différents lieux où l'intérêt de la France s'avère nécessaire. C'est pourquoi, le site de l'Opération Épervier sera maintenu, consolidé et renforcé en compagnie de combat* ».

On peut en conclure que « *l'intérêt de la France s'avère nécessaire* » (sic) au Congo-Brazza, où, comme à Bangui, combat désormais la Garde d'Idriss Déby, appuyée par une logistique française. La Françafrique s'en va-t-en guerre...

Alain Richard ajoute, toujours aussi précis : « *Le choix de N'Djaména comme base aérienne française a pour objectif l'efficacité militaire d'abord et ensuite le soutien au Président Déby dans ses efforts dans la consolidation de la paix civile, le développement démocratique et le renforcement économique du pays* ».

Autrement dit, on choisit N'Djaména parce qu'on en a besoin, et on maintient Déby parce qu'on estime que son régime est le meilleur garant de la présence française à N'Djaména.

Car question « *paix civile, développement démocratique et développement économique* », les Tchadiens sont servis. Au fur et à mesure que l'axe Paris-Déby réduit une guérilla, par la force ou par l'argent, une autre naît du mécontentement incessant. Même certains éléments de l'armée, démoralisés, rejoignent ces nouvelles rébellions - capables, telles le RAFAD, de progressions rapides.

Côté démocratie, personne ne croit plus à la validité de ces scrutins organisés par l'armée française : elle avait décidé du gagnant

(Déby) avant de commencer. Comme au Gabon, Elf s'efforce d'acheter les opposants les plus voyants.

Côté développement économique, enfin, on verse dans le sordide. Car la contrepartie du *deal* Paris-Déby, c'est que ce dernier pourra tirer le profit maximum du boom pétrolier - ne laissant que dettes et pollution au peuple tchadien.

Pétrochimie

Nous dénonçons dans le précédent *Billets* l'attribution, par une filiale de la Banque mondiale (l'AID), d'un prêt « spécial pauvreté » pour financer l'oléoduc tchado-camerounais Doba-Kribi. Nous estimions en effet que les recettes issues de cet investissement ne serviraient pas à lutter contre la pauvreté. Nous ne croyions pas si bien dire.

Tentons de résumer une cascade de contrats difficilement compréhensibles - parce que totalement léonins :

- pour cofinancer l'oléoduc, le Tchad accroît encore sa dette extérieure (de plus d'un milliard de FF) ;
- il cède l'exploitation de son principal gisement de pétrole ;
- sur les sites pétroliers (exploitation, oléoduc), les habitants doivent céder leurs maisons, terres et plantations contre des indemnités ridicules ;
- le fisc tchadien accorde de larges exemptions aux sociétés pétrolières ;
- celles-ci, et la Banque mondiale, se garantissent sur le pétrole à extraire ;
- resterait pour les Tchadiens, si tout va bien, 12,5 % de *royalties* sur cet or noir - une richesse vite épuisable.

On nous disait que cet argent servirait à combattre la pauvreté... Holà ! Déby a une plus riche idée : il rend l'argent aux pétroliers pour qu'ils lui construisent, à N'Djaména, une mini-raffinerie, et la relie par un ruineux oléoduc au mini-gisement de Sedigui, qui sera épuisé dans 10 ans.

Économiquement, cet investissement est une aberration : l'essence reviendra plus cher que celle importée du Nigeria.

Mais Déby est en train d'« investir » toute sa famille dans la « gestion pétrolière ». On peut supposer que son gros joujou « raffina » large. Résultat : les Tchadiens auront un crédit sur le dos, des torchères, des tuyaux, un éléphant blanc en forme de Centre Pompidou¹ - avant de se retrouver sans le sou, leurs gisements vidés. Même à un paysan tchadien non scolarisé, Alain Richard ne fera pas croire que c'est cela le « *développement économique* ».

La Banque mondiale elle-même, inquiète de la « gestion » des finances publiques tchadiennes, a reporté de six mois ses projets (N'Djaména *Hebdo*, 04/09/1997).

Par une lettre ouverte à Lionel Jospin (11/08/1997), l'opposition tchadienne demande la fermeture du dispositif militaire que la France a décidé de consolider pour « *ses propres besoins* » et le « *soutien* » à Déby. Elle vise juste.

1. Éléphant blanc = projet ruineux. Centre Pompidou (Paris) = musée habillé en raffinerie.

Silence sur l'Algérie

Faut-il le préciser ? Ce n'est pas par indifférence que nous parlons si peu de cette Algérie mise à la torture. D'une part, les mutations de l'atrocité organisée nous empêchent d'« imaginer » ses ressorts, sa « logique », son fonctionnement (cf. *À fleur de presse*).

Par une censure forcenée, aussi, le pouvoir algérien s'ingénie à nous priver des éléments factuels qui permettraient d'étayer l'effort de compréhension.

À ce tableau, les factions les plus extrémistes ajoutent le chantage aux attentats - qui a incité la Commission consultative des droits de l'homme à différer son projet de communiqué.

Quand on aura redit que la junte algérienne fonctionne comme une coupole mafieuse, essentiellement vouée au partage de la rente pétrolière et des commissions sur importations (cf. *Billets* n° 28 et *Ils ont dit*), que les groupes GIA évoluent entre gangstérisation et manipulation, on n'aura rien dit de ce déferlement de haine dont même les mafias et les gangs savent généralement se protéger.

Avec quelques autres, nous faisons l'hypothèse que cet excès s'enracinait dans la perversité des « coups tordus » conçus durant la guerre d'Algérie par les services français, perversité qui aurait trouvé son prolongement mimétique chez la Sécurité militaire algérienne. Il faudra, dès que possible, élucider cette causalité.

En attendant, puisque la férocité et l'enjeu pétrolier dissuadent le reste du monde de la moindre intervention, il reste à espérer que la trêve conclue avec l'AIS, le bras armé du Front islamique du salut (FIS), marginalise les plus déchaînés. Mais l'aube est lointaine.

Pauvre Côte d'Ivoire

Cible privilégiée, comme le Gabon, des détournements français, la Côte d'Ivoire a accumulé une dette énorme - des emprunts non remboursables, car ils n'ont créé aucune ressource économique. Une bonne partie s'est d'ailleurs « égarée » en Suisse, de l'aveu même de feu Houphouët. Avec un branchement sur les comptes du RPR (entre autres).

Malgré tout, la Côte d'Ivoire n'est pas un pays pauvre. Quand la Banque mondiale a lancé son initiative d'allègement de la dette des pays les plus pauvres, Abidjan n'était a priori pas concernée. Branle-bas de combat de tous les lobbies français : on n'allait pas laisser soulager la dette de l'Ouganda, l'ennemi n° 1, et abandonner la Côte d'Ivoire à son ressentiment. Cela pourrait finir par provoquer des enquêtes rétroactives sur l'endettement du pays.

La France s'est tellement démenée auprès de la Banque mondiale, dont elle est actionnaire, que celle-ci a fini par tordre ses critères de pauvreté pour faire une place à l'enfant prodigue (*L'autre Afrique*, 10/09/1997). De fort mauvais gré. Du coup, la Banque exige d'Abidjan une politique budgétaire irréprochable. Aïe !

Tire ailleurs !

Longtemps « vitrine démocratique » de l'Afrique francophone, le Sénégal va mal¹. Le régime s'est transformé en État-PS (le Parti socialiste sénégalais, d'Abdou Diouf), verrouillé par la fraude électorale, graissé par la corruption et protégé par les nombreux amis parisiens.

Mais la contestation monte dans la jeunesse et certaines mouvances religieuses. Au sud, en Casamance, une rébellion séparatiste s'éternise, tournant à la « sale guerre ». Paris et Dakar laissent agir les militaires, formés par la France. « *Si l'armée n'a pas les mains libres en Casamance, elle pourrait se retourner contre l'État* », expliquent des intellectuels sénégalais (*Le Monde*, 25/09/1997).

Autrement dit, l'État est si dégradé que le premier général venu pourrait le ramasser. Un scénario qui n'a pas dû échapper au dispositif militaire français (1 300 hommes) stationné sur place en vertu d'un accord de défense. Ni aux correspondants de la

DGSE.

1. Cf. le *Dossier noir* n° 10, à sortir le 20 octobre.

Comores, où est ta victoire ?

Au lieu de négocier avec les îles dissidentes d'Anjouan et Mohéli une paisible solution fédéraliste, les « durs » du régime comorien, bravant la médiation de l'OUA, ont engagé l'épreuve de force. Leurs troupes ont pris une raclée : qui s'y frotte s'y pique.

La France, semble-t-il, s'est heureusement abstenue d'intervenir. La négociation pourrait reprendre, si le président Taki était raisonnable et s'il ne voulait pas conserver pour son entourage l'essentiel des bénéfices du pouvoir...

En attendant, la situation est très instable. Les réseaux sont aimantés par la perspective de mettre le grappin sur l'une ou l'autre île, ou les trois. Des mercenaires sont annoncés dans les deux camps.

Comme à Brazzaville, il est peu vraisemblable que Chirac puisse longtemps se retenir de prendre parti.

Francophilie

Après le pétrolo-dictateur nigérian Sani Abacha, son homologue équato-guinéen (assis sur de fabuleux gisements d'or noir¹) vient de décréter le français comme deuxième langue officielle, en remerciement des complaisances parisiennes. Cocorico !

1. La production pourrait atteindre un tiers de celle de l'Algérie, pour 80 fois moins d'habitants.

CGM que j'aime

D'opportunes dissensions fraternelles entre les repreneurs libanais de la Compagnie générale maritime (CGM), Jacques et Johnny Saadé, permettent de mieux comprendre quelle aubaine représenta la privatisation de cette entreprise. Un cadeau si extravagant qu'on peine à l'imaginer sans contrepartie.

Jacques Saadé est un copain du fidèle chiraquien Bernard Pons. Johnny Saadé est l'ami du Premier ministre libanais Rafic Hariri, qui fit de si belles affaires immobilières à Paris au temps où Jacques Chirac en était maire.

Gentiment, le Président Chirac a ordonné que la CGM soit cédée aux frères Saadé. Pour 20 millions de FF, alors qu'elle affichait une trésorerie de 800 millions. Un *cash* obtenu grâce à une recapitalisation de 1,3 milliard, qu'il fallut arracher au Trésor : « *La privatisation de la CGM, ce sera le premier scandale de l'année* », pestait un haut fonctionnaire.

Un tel magot n'est pas fait pour dormir. Jacques Saadé l'a fait valser et, semble-t-il, y a pioché allègrement - après en avoir écarté Johnny. Colère du frangin, procédures multiples, jusqu'au déclenchement d'une information préliminaire « *pour abus de biens sociaux* » : le cadeau chiraquien fait des vagues (*Canard enchaîné*, 31/12/1996, 17 et 24/09/1997). Sauf au Parlement, décidément peu curieux du sort des deniers publics.

Békés

La CGM transporte entre autres les bananes antillaises. Le lobby des grandes familles créoles locales (les békés) a donc vigoureusement interféré dans cette privatisation. L'État français, on le sait, finit toujours par leur céder - Jacques Chirac en particulier.

Le bras de fer porte actuellement sur le règlement de la déconfiture du Crédit martiniquais (CM). Il faudrait plutôt parler de la confiture que se sont tartinée les békés actionnaires, avant que l'établissement ne se révèle exsangue (cf. *Billets* n° 46). Qu'à cela ne tienne ! Les békés manœuvrent pour faire renflouer le CM par la Caisse française de développement (CFD). Coût : 1 milliard de FF, imputés à l'aide publique au développement française !

Certes, Bercy renâcle. Mais les békés dégagent l'arme absolue. En cas de liquidation du CM, on suggère un raz-de-marée insurrectionnel : « *une vague de fond sur la Martinique, dont on entendrait parler pendant longtemps* », avertit l'administrateur provisoire (*Libération*, 16, 17 et 18/09/1997). On songe à ces gros viticulteurs qui ameutaient les petits pour des émeutes sanglantes...

On n'est pas si éloigné de l'Afrique : les Fabre, des békés très chiraquiens, sont très investis dans la banane et l'ananas ivoiriens et camerounais. Grâce à la bienveillance de groupes semi-publics français, ils ont tenté d'élargir leurs bénéfices à la concession de l'aéroport international d'Abidjan. Petite mise de départ (1 million de F), gros profits en perspective.

Mais, note un initié, « *ils ont été trop gourmands... ou trop bêtes* ». Évincée de l'appel d'offres, une société américaine a engagé aux États-Unis une procédure fort désagréable : RICO, *Racketeer Influenced and Corrupt Organization*. (*L'autre Afrique*, 10/09/1997). Rien que des gros mots, qu'il est inutile de traduire. Comment ferait-on encore des affaires africaines ?

Gros besoins

La politique selon Chirac est un jeu très dispendieux. Dans sa course de 20 ans vers l'Élysée, il lui fallut nouer des amitiés avec quantité de milliardaires, français (Pinault, Arnault, etc.) et surtout étrangers. Proche-orientaux (tels Saddam Hussein ou Hariri) et africains (Mobutu, Houphouët, Eyadema, Bongo, Moussa Traoré, Sassou Nguesso, etc.). Il dut instaurer un racket systématique des marchés publics parisiens (de 3 à 5%)¹, étendu ensuite à l'Ile-de-France, parfois mêlé au partage occulte, lui aussi systématique, des rentes africaines² - le pétrole principalement.

Ayant conquis l'Élysée, placé un sous-fifre à la mairie de Paris et son Premier ministre à la tête du RPR, Chirac pensait couler des jours heureux, à l'abri du besoin - d'autant qu'il n'envisageait pas de grosse campagne politique, à son propre compte, avant 2002.

Patatras ! Les engagements de dépenses à l'étranger sont passés sous le contrôle du gouvernement Jospin. L'intendant parisien, trop maladroit, est sous les feux de l'investigation. Tout comme André Tarallo et le filon Elf - présidé par le balladurien Jaffré. L'impénétrable Foccart est mort. Le RPR, enfin, est passé aux mains d'écuries rivales : Séguin, Balladur, Pasqua.

S'il veut exister, Chirac va devoir communiquer. Mais il n'a jamais su le faire à l'économie... Où trouver les sous ?

1. Cf. Alain Guédé et Hervé Liffan, *La razzia*, et *Péril sur la Chiraquie*, Stock 1995 et 1996. L'argent émerge aujourd'hui, par exemple, dans les 40 comptes en Suisse découverts par le juge Halphen. Plusieurs centaines de millions de FF sont passés sur ces comptes (*Le Monde*, 25/09/1997).

Les archives relatives à d'autres financements du RPR, par Jean-Maxime Levêque et Crédit Lyonnais interposés, ont eu le bon goût de prendre feu dans un hangar normand, le 19 août.

2. L'une des tirelires du RPR, un compte suisse de l'*United Overseas Bank*, abritait à la fois les fruits du racket parisien et des commissions encaissées sur des marchés africains (*Canard enchaîné*, 24/09/1997).

Mauritanie mon amour

Le récent voyage de Jacques Chirac en Mauritanie, pour y adouber le dictateur Ould Taya avant même le scrutin présidentiel de décembre, flirte à nouveau avec le double fond du réel.

Nous avons déjà évoqué le naufrage de l'État mauritanien et l'enjeu du prochain scrutin (*Billets*, n° 45 et 49). Les informations reçues depuis confirment le repliement du régime sur une base tribale étroite (les Smassid), où se recrutent la garde présidentielle et la police politique ; le bradage des richesses nationales (le poisson, surtout) ; la montée des trafics criminels.

Par bien des côtés, l'évolution du régime Ould Taya ressemble à celle de la présidence rwandaise de Juvénal Habyarimana - avec sa cour (son *akasu*) en pleine dérive criminelle, dansant sur une poudrière « ethnique » ceinturée de pétards claniques.

Le prochain scrutin présidentiel est une telle farce que la Mauritanie se sera enfoncée plus avant dans l'impasse, plus près de l'explosion.

Mais qu'allait donc faire Chirac dans cette galère ? Personne ne lui a demandé d'aller apporter « *le soutien de la France* » au général Ould Taya - en même temps qu'une aide alimentaire de 3 000 tonnes de céréales, dont chacun sait qu'elle servira d'ingrédient à la campagne électorale du candidat-président. Personne ne considère celui-ci « *comme un sage* ». Personne, en France, n'oserait porter un jugement « *très positif* » sur la démocratisation en Mauritanie (*Libération*, 05/09/1997 ; *L'Autre Afrique*, 10/09/1997). Sauf Jacques Chirac, qui persiste pourtant à se présenter comme « *la voix de la France* ». Flanqué d'un Hubert Védrine familier de ce genre de grand écart.

Le général Ould Taya a la réputation d'un petit Mobutu : il incline à doter de « valises à billets » ou de licences de pêche miraculeuse les hommes politiques et les journalistes utiles.

Quant à Elf-Mauritanie, petit condensé de FrancAfrique (marlant parrains locaux et intérêts hexagonaux), elle a tenu à souligner la dimension planétaire de la rencontre Chirac-Ould Taya : elle a payé de grandes publicités dans la presse locale, vantant cet « *événement exceptionnel de la plus haute importance* » ; et, pour la claquer, elle a sommé son personnel « *d'être présent physiquement à toutes les manifestations* » (*Canard enchaîné*, 10/09/1997).

Une guerre (suite)

Dernières nouvelles du « siège » dressé par le(s) pouvoir(s) autour de l'enquête si dérangeante de Dominique Lorentz, *Une guerre* - sur les assassinats de Michel Baroin et Georges Besse, la livraison d'uranium enrichi à l'Iran après un long chantage aux attentats et prises d'otages, etc. (cf. *Billets* n° 49 & 50).

Pas moins de 8 rédactions, écrites et audiovisuelles, ont bloqué *in fine* des enquêtes parfois très complètes réalisées sur ce livre par leurs journalistes. Les plus gênés par ces révélations semblent être Roland Dumas et Hubert Védrine, à des postes-clefs lors du bouclage des négociations avec l'Iran.

Jacques Chirac, qui céda aussi à l'Iran en 1987-88 (jusqu'à la spectaculaire libération des otages), se croit protégé par l'aura de sa fonction. Il a réservé à Troyes sa première grande visite en province depuis le fâcheux printemps 1997 : le fief de François Baroin, fils de Michel, qu'*Une guerre* avait beaucoup troublé.

On y avance en effet que l'accident dont a été victime sa sœur Véronique, six mois avant la disparition de leur père Michel, était un assassinat - ultime avertissement à l'homme d'influence qui s'opposait aux livraisons d'uranium à l'Iran. Certains reprochent à Dominique Lorentz la légèreté de cette hypothèse. Or il se trouve que la mère de Véronique avait, devant témoins, fait grief de cette mort à son mari. Par ailleurs, le chauffeur de la voiture qui renversa Véronique Baroin était bizarrement proche de la GMF, l'« entreprise » de Michel Baroin... (À suivre).

Coucou, revoilà Lorgeoux

Quand on est le pivot du réseau franc-africain de Jean-Christophe Mitterrand et un familier de Mobutu, on accède à une vision einsteinienne des circuits financiers : la relativité généralisée. Maire de Romorantin, Jeanny Lorgeoux a « collé » sa ville avec un financier véreux, Charles Magistrello, branché sur de curieuses banques suisse et luxembourgeoise : elles étaient, selon le fisc, familières des « *montages financiers de casinos, discothèques ou hôtels liés au milieu* », et suspects de ce fait de « *blanchiment d'argent* ».

Magistrello a obtenu la caution de la ville de Romorantin pour y construire un hôtel, puis il a fait faillite - laissant les contribuables locaux régler l'addition.

Il a aussi renégoциé la dette municipale - l'une des voies les plus usitées (à Nice par exemple) pour dégager de confortables financements occultes. La baisse des taux a dégagé des marges appréciables, qu'il serait mal venu de restituer aux seuls contribuables (*Libération*, 08/09/1997).

Après les ex-Zaïrois, c'est au tour des Romorantinois d'avoir la gueule de bois.

Lessive US

On sait depuis longtemps que les Américains soutiennent les armées ougandaise et rwandaise, lesquelles ont fortement aidé Kabila à renverser Mobutu¹ - contre les mercenaires dépêchés par la France². Ils ne sont donc pas totalement étrangers aux massacres de réfugiés commis durant la guerre du Zaïre. C'est peu de dire que beaucoup en France aimeraient les épingler à ce sujet - histoire d'échanger des indulgences. Hubert Védrine ne manque pas une occasion de suggérer une telle absolution réciproque entre « raisons d'État ».

L'affaire est d'autant plus remontée à l'actualité qu'une organisation basée aux États-Unis, *Physicians for Human Rights (PHR)* a interpellé à ce sujet le Congrès américain. Celui-ci a pris au sérieux le rapport de *PHR*, comme tout ce qui concerne les interventions US à l'étranger, officielles ou secrètes (à quand l'équivalent en France ?).

Du coup, le spécialiste militaire du *Monde*, Jacques Isnard, a publié (28/08/1997) un article sur l'implication des « *conseillers américains* » entièrement inspiré par une note de la DGSE. L'inspiration est avouée : l'article est parsemé d'incises du style « *selon les services français* ».

Certes, ce qu'écrit la DGSE est très révélateur du mélange d'information et de désinformation transmis aux décideurs français. C'est en soi un document. Mais il est troublant de voir *Le Monde* publier comme une information ce qui est quasiment un publi-reportage : comment peut-on livrer sans le moindre recul les éléments de ce document gracieusement fourni par un service secret,

sans prendre la peine de rappeler au lecteur que, par définition, le métier d'un tel service n'est pas de dire la vérité aux Français (ni aux étrangers) ? comment peut-on laisser ce lecteur désarmé face à des professionnels de la manipulation ?

Comme en plus la note comporte des erreurs de fait, Stephen Smith, dans *Libération* (02/09/1997), n'a pas loupé son confrère du *Monde*. Lui aussi fait son miel d'une accusation des Américains qui, selon sa perspective constante, permet de relativiser les responsabilités françaises officielles (quitte à accabler les réseaux officieux).

Avec quand même un problème : l'auteur du rapport de *PHR* n'est autre que la consultante américaine Kathi Austin, dont il avait matraqué un précédent rapport... montrant le réarmement du *Hutu power* par la France ! Accusée alors de manquement déontologique, la consultante redevient fiable dès lors qu'elle s'en prend aux États-Unis.

À vrai dire, elle continue son travail, et il est assez normal que des Américains balaiant devant leur porte. Si une Américaine était venue exposer le linge sale des Français, c'est qu'il n'y a pas grand monde, dans la famille, pour faire la lessive.

1. Cf. par exemple l'article de Julia Ficatier, *La conquête du Zaïre était soigneusement planifiée*, in *La Croix* du 18/04/1997.

2. Cf. Agir ici et Survie, *Dossier noir n° 9, France-Congo-Zaïre, 1960-1997. Échec aux mercenaires*, L'Harmattan p. 124-145.

La collection complète des 50 premiers numéros de *Billets d'Afrique et d'ailleurs* peut être commandée à *Survie* au prix de 360 F.

Bons points

* Lionel Jospin a apporté son appui à l'initiative de Tony Blair pour « moraliser » les ventes d'armes (Discours du 29/08/1997 aux ambassadeurs de France). Chiche !

* Dans la bataille contre les mines antipersonnel, la France, en retrait sous Juppé, est désormais en pointe. Elle a été très active à la Conférence d'Oslo, mi-septembre - à l'inverse des USA.

Jospin a promis une interdiction totale « de fabrication et d'usage ». *Handicap international* demande que cette promesse soit garantie par une loi (*Libération*, 28/09/1997).

Fausse notes

* Le colonel Michel Castillon a fini sa carrière à la Direction des renseignements militaires (DRM) - ce « service » que Pierre Joxe a jugé bon de surajouter à la DGSE et à la DST. Désormais, il milite ouvertement au Front national (*Libération*, 18/09/1997). Et l'on s'étonne, après ça, que les informations distillées à l'exécutif par ce genre de « service » suivent une grille de lecture ethniste...

* *Faux-billet* : nous fiant à plusieurs sources « généralement bien informées », nous avons présenté comme acquis (*C'est Toubon* (suite), n° 50) le départ du Secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin. Ce qui aurait ouvert un champ plus grand encore aux ambitions françafricaines de Jacques Toubon. Mais, contre l'avis de sa femme et de sa fille, Chirac n'a pu se passer de Dominique.
(Achévé le 27/09/1997)

ILS ONT DIT

« La France [...] demeure au premier rang du combat pour la démocratie et les droits de l'homme [...].

[*Elle entend*] s'interdire toute ingérence, de quelque nature qu'elle soit, politique, militaire ou autre [*en Afrique*]. » (Jacques CHIRAC, discours aux ambassadeurs de France, 27/08/1997).

[*Ceux qui n'ont pas lu, dans Billets, les albums Chirac au Congo et Chirac en Mauritanie peuvent toujours y croire... Le plus inquiétant, pour le fonctionnement intellectuel du Président et l'avenir de ceux qui l'ont élu, c'est qu'on a l'impression que Chirac lui-même s'auto-convainc de la véracité de son discours. Le dédoublement de personnalité est le premier symptôme de la françafricanité*].

« La France maintiendra en Afrique une présence stabilisante et utile ». (Hubert VÉDRINE, ministre des Affaires étrangères, interview au *Monde* du 29/08/1997).

[*Si l'Afrique prétendait maintenir en France une présence militaire « stabilisante et utile », quelle serait la réaction des Français ?*].

« L'illusion du "pouvoir" de [*la France*] en Afrique [...], que certains ont entretenue pendant de trop longues années et qu'ils étaient prêts à payer par un interventionnisme éhonté a [...] fait place à une approche plus objective. Cette approche objective n'a pas seulement pris la mesure de l'importance relative de notre pays, mais a livré, entre autres, une contribution constructive, qui, à plus long terme, produira - du moins nous l'espérons - ses fruits. Que [*la France*], en contraste avec le passé, soit moins sur l'avant-scène internationale a posé un problème à certains, mais certainement pas à moi.

Un rôle en pointe dans les médias fond, en effet, comme neige au soleil quand il n'est pas en rapport avec l'influence véritable que l'on peut exercer. Ainsi, si pendant la crise récente en Afrique, [*la France*] s'est montrée beaucoup plus discrète qu'auparavant, cela ne nous a pas moins permis d'amener des partenaires importants à nuancer leur première analyse de la situation [...] et de ménager notre crédibilité.

Plus que jamais, le panafricanisme s'est installé sur le continent : les États doivent de plus en plus tenir compte de la montée d'une nouvelle génération de leaders africains ».

[*Non, il ne s'agit pas d'une déclaration d'Hubert Védrine au Monde : les relations franco-africaines seraient déjà transformées, et nous pourrions fermer Billets. Ces propos ont été tenus par le ministre belge des Affaires étrangères, Éric Derycke, dans La Libre Belgique du 20/08/1997, et il faut, malheureusement, remplacer [*la France*] par « la Belgique »*].

« Désethniciser le Rwanda est un enjeu majeur, mais il faudrait commencer par tous ceux qui regardent ce pays. Certains journalistes, certains membres des associations des droits de l'homme, à cause de ce qui s'est passé, témoignent d'une obsession

ethnique malsaine. Tout l'Occident est en train de faire peser sur ce pays une obligation d'extrême méticulosité sur les droits de l'homme, selon les critères juridiques du monde occidental, sans s'apercevoir que construire la paix au milieu de toute cette haine est difficile. [...]

Même les Églises d'Occident ont ethnisé leur discours sur le Rwanda. C'est grave, car cette grille de lecture primaire est à la fois fausse et dangereuse. [...]

Le président rwandais Pasteur Bizimungu, dont beaucoup veulent ignorer en Europe qu'il est hutu, m'a dit : "Il faut détribaliser l'Afrique, mais il sera encore plus important et plus difficile de détribaliser la vision que les Occidentaux se font de l'Afrique". Il faut déethniser toutes les cervelles, et je vais m'y employer en Europe. [...]

L'insistance de certains à opposer l'Afrique francophone et anglophone confine à la folie. Cela complique ou rend impossible la coopération régionale là où elle s'impose. Or l'Afrique apporte au monde trop d'inquiétudes pour qu'on s'amuse à ça. Y compris au Rwanda, où la diplomatie américaine avait réagi avant la diplomatie française à la dérive fascinante du président Habyarimana. À quoi bon en tenir rigueur aux Rwandais ? Et aux Américains ? ». (**Michel ROCARD**, ancien Premier ministre, président de la Commission Développement-Coopération du Parlement européen, de retour d'une mission de 5 jours au Rwanda. Interview à *L'Événement du Jeudi* du 18/09/1997).

[Ce déplacement au Rwanda semble avoir agi comme un révélateur. Si davantage de responsables politiques cherchaient à se faire une opinion personnelle plutôt que de s'en remettre aux analyses des « services », resservies en boucle par la presse, la France sortirait peut-être plus vite de la « pensée unique » française].

* * *

« Le Président de la République du Cameroun [Paul Biya] est un protégé de l'Élysée et de Matignon, dont les hôtes respectifs l'ont reçu le 17 juillet 1997 dans une atmosphère amicale, sinon enthousiaste. Cet accueil, aussi discret fût-il, signifiait, aux yeux des Camerounais et du reste du monde, que les autorités françaises ont, une nouvelle fois, applaudi à une mascarade électorale organisée par un dictateur africain [...].

En effet, des élections législatives totalement extravagantes s'étaient déroulées au Cameroun le 17 mai [...]. Au moins les deux tiers du corps électoral potentiel n'ont pu s'inscrire, ou bien, inscrits, se sont vu refuser une carte d'électeur. [...] On ne compte pas les bureaux de vote fictifs. [...]

Or, [...] Paul Biya [...], s'apprête à rééditer cette opération, à l'occasion de l'élection présidentielle programmée par lui, unilatéralement [...], le 12 octobre [...]. L'exaspération du peuple camerounais [...] se justifie autant par le cynisme des méthodes de Paul Biya, que par le soutien [...] constant que n'a cessé de lui procurer Paris depuis quinze ans [...].

Je mets solennellement en garde la Parti socialiste français contre ce qui pourrait arriver ici, à brève ou moyenne échéance, si Paul Biya, soutenu plus ou moins hypocritement par la France officielle, qui inclut malheureusement le Premier ministre socialiste Lionel Jospin [...], s'obstinaient dans la voie [...] du coup de force électoral. [...] S'ouvrirait ici une période de troubles et d'incertitudes, dont personne, comme au Zaïre de Mobutu, ne maîtriserait l'issue.

À mon avis, le minimum d'honnêteté dans ces circonstances pour le Parti socialiste français [...] serait de proclamer, comme l'a fait Mr Tony Blair s'agissant de Sani Abacha au Nigeria, qu'il ne reconnaîtra pas une victoire de Biya au terme d'élections se déroulant dans [ces] conditions. [...]

[III] ne pourra pas plaider, après le prochain génocide tribal au Cameroun, qu'il ne savait pas ». (**Mongo BETI**, écrivain camerounais, lettre ouverte au Parti socialiste français, 17/09/1997).

Les « Dossiers noirs » de la politique africaine de la France, n° 7

France-Cameroun : croisement dangereux !

- Une économie livrée au pillage
- La part française du butin
- Une "démocrature" à hauts risques
- Le verrouillage français

Pour mieux comprendre l'enjeu décisif de l'élection présidentielle de 1997. Un diagnostic confirmé par l'"exemple" tchadien.

Agir ici et Survie, L'Harmattan. 95 p. Disponible à *Survie*. 45 F port inclus.

« Il est essentiel que le gouvernement français prenne fermement position contre les atteintes aux droits de l'homme en Algérie, qu'elles viennent des islamistes ou des autorités. Il faut mettre celles-ci publiquement face à leurs responsabilités. C'est un régime mafieux et corrompu, dont les jeux de pouvoir instrumentalisent les dérives des islamistes les plus durs pour se maintenir en place.

Le silence international fait le jeu du pouvoir aussi bien que des islamistes les plus radicaux. Vu l'extrême sensibilité du gouvernement algérien aux pressions internationales, je pense qu'une telle position - qui n'a rien d'une "ingérence" - serait déjà une façon de le faire bouger. Le gouvernement français doit également demander au Conseil de sécurité de l'ONU l'envoi d'une Commission d'enquête indépendante sur les massacres, comme cela a été fait dans d'autres pays.

Parallèlement, au niveau économique, il faudrait se décider à rendre transparents les flux financiers entre la France et l'Algérie, notamment ceux liés aux importations algériennes de biens de consommation, qui donnent lieu à toutes les commissions occultes. C'est le nerf de la guerre du régime. Contrairement à ce que pensent nos diplomates, c'est bien ce type de pression internationale qui peut contribuer à l'ouverture d'un véritable dialogue entre le régime et ses opposants, islamistes ou non, pour le retour à la paix finale » (**François GÈZE**, directeur des éditions La Découverte, interview à *Libération* du 24/09/1997).

[Paris s'oppose à la transparence des flux pour deux raisons : le chantage aux attentats, et la compromission d'importants responsables dans les « commissions occultes » en question].

« Qu'on le veuille ou pas, le parti au pouvoir se maintiendra, par le jeu même de la gouvernance, parce qu'il n'y a pas de culture

démocratique et surtout parce qu'il est au pouvoir » (**Alpha Oumar KONARE**, Président malien, déclaration du 04/09/1997, citée par *Fora des villages du monde*).

[Autrement dit, Konaré ne croit plus guère à sa propre légitimité démocratique. À moins qu'elle ne lui soit acquise à vie, comme au dernier des démocrates... Qu'en pense l'Internationale socialiste, dont est membre le parti de Konaré, l'ADEMA ?].

* * *

« On nous a [...] fait pratiquer en masse des vivisections sur des cobayes humains. [...] Comme ultime entraînement, on m'a envoyé avec quarante autres chirurgiens dans un camp de prisonniers à Tai-Yuan [Chine]. Il s'agissait d'apprendre à extraire une balle de l'estomac d'une personne encore en vie. Les prisonniers chinois nous ont servi de cobayes une nouvelle fois. Les gardes leur ont d'abord tiré dessus, avant de nous les amener à la salle d'opération. [...]

C'est difficile à expliquer, mais je n'avais pas conscience de faire quelque chose de mal. [...] Quand je me suis engagé dans l'armée, à l'âge de 24 ans, je n'étais pas plus responsable qu'un enfant. Je me contentais d'exécuter les ordres sans réfléchir. Je devais obéissance à [l'empereur]. De la même façon que les jeunes de la secte Aum Shinrikyo ont obéi à leur gourou ». (**Ken YUASA**, chirurgien dans l'armée japonaise durant la guerre nippo-chinoise, interview à *Libération*, 04/09/1997).

[En cette époque où prospèrent les crimes de guerre et contre l'humanité, ce témoignage est doublement instructif. Il démontre le rôle déterminant des endoctrineurs et propagandistes. Ken Yuasa, d'autre part, fait partie d'une association d'anciens criminels de guerre, fondée en 1957, qui diffuse depuis 40 ans ce type de témoignage pour faire connaître aux Japonais les crimes commis par leur pays. C'est seulement maintenant, plus d'un demi-siècle après les faits, que les médias commencent à répercuter ces propos dérangeants].

« [Au Rwanda], la visée d'une réconciliation ne sera surtout pas le fruit d'une pression psychologique que les étrangers avides de devenir de bons apôtres "champions du pardon" exercent sur le pays. Elle ne viendra pas non plus d'une prédication culpabilisante et menaçante ou d'un discours trop facilement conciliateur. [...]

Dans l'exercice de la justice, la parole dit le droit et prononce la sentence pour le coupable convaincu de l'avoir bafoué. Mais, en reconnaissant l'être humain responsable de ses actes, et non simple marionnette au service du mal, on lui rend sa dignité et on l'invite à la repentance. Il faut être très vigilant pour ne pas confondre la réconciliation et le pardon avec l'amnistie, sorte d'"amnésie institutionnelle", encore moins avec l'impunité ». (**André JACQUES**, président du Service international pour les droits de l'homme, in *Courrier de l'ACAT*, 09/1997).

[Ce propos d'un chrétien n'est pas superflu alors que beaucoup d'autres prêchent une réconciliation amnésique].

« Je serai implacable [...]. Je veux briser le cycle de l'impunité [...]. Je n'hésiterai pas à dénoncer publiquement les violations des droits de l'homme. Je serai la voix des victimes ». (**Mary ROBINSON**, ex-Présidente de l'Irlande, nouveau Haut-commissaire des droits de l'homme de l'ONU, lors de sa première conférence de presse à Genève. Citée par *Libération* du 20/09/1997).

[La nomination à ce poste de cette femme remarquable a soulevé beaucoup d'espoir. « Briser le cercle de l'impunité » devient une nécessité chaque jour plus urgente. Pour être crédible, Mary Robinson saura-t-elle aussi ne pas épargner les puissants ?].

« Aucune arme, aucune, mines antipersonnel comprises, n'est mauvaise en elle-même. Seul leur usage insensé par des chefs de bande sans conscience est répréhensible ». (**Jean-Louis DUFOUR**, ancien colonel, consultant militaire, *Le Monde*, 20/09/1997).

[Pourvu que ce consultant ne soit pas trop consulté. Si le gouvernement français suivait un tel raisonnement (celui, classique, de tous les lobbies des industries d'armement), nous devrions retirer le Bon point que nous lui avons décerné...].

* * *

« [Il s'agit] de substituer une politique de codéveloppement ambitieuse à la relation cadavérisée de ces quinze dernières années. [...]

[Cette] politique [...] consiste [...] à établir des projets communs en utilisant le vecteur de l'immigration. Elle n'a pas pour but d'inciter les immigrés à rentrer chez eux, mais à favoriser des relations nouvelles avec les pays d'origine. [...] Nous ferons bientôt des propositions précises, en association avec tous les ministères concernés ». (**Sami NAIR**, conseiller du ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement. Interview à *Libération*, 25/09/1997).

[Dans Le Monde daté du même jour, le ministre annonce la création d'un comité interministériel chargé de suivre « la mise en œuvre d'une politique d'aide au co-développement ». Les nuances sémantiques sont essentielles dans ce terrain miné. Mais si le ministère de l'Intérieur pouvait stimuler un autre type d'échanges avec les pays d'émigration, générateur d'un autre regard sur les immigrés, il s'agirait d'un beau contre-pied.

Encore faut-il sortir par le haut de ce qu'il appelle le « débat pourri » sur l'immigration, qui depuis quinze ans ne cesse de fortifier les thèses d'extrême-droite. Ce qui suppose que le Parlement amende le projet Chevènement dans le sens de l'ouverture plutôt que de la crispation. Et surtout que le ministre, ardent défenseur des valeurs républicaines, se donne les moyens de vérifier que son administration n'ait pas si fréquemment des comportements inverses de ces valeurs].

Vous appréciez "Billets" et approuvez ses objectifs ?

Vous pouvez l'aider en :

- vous **abonnant** :

France : 80 F ; soutien : 100 F ;

Étranger : 100 F ;

- le **diffusant** dans votre entourage concerné (qui ne l'est pas ?) par tout moyen qui vous conviendra ;

- envoyant à *Survie* toute **information** pertinente, de préférence peu connue, sur la politique franco-africaine et l'utilisation de l'aide au développement.

Propositions pour refonder la crédibilité des relations franco-africaines

(présentées par Agir ici et Survie le 30 septembre 1997, lors du Colloque organisé par l'Observatoire permanent de la Coopération française (OPCF) sur la politique africaine de la France)

Bannir le mépris

Le 19 juin, dans son discours-programme, le Premier ministre Lionel Jospin prônait un « nouveau partenariat » avec l'Afrique : une manière élégante de signifier que, jusque là, il n'y avait pas eu de partenariat - mais plutôt un clientélisme néocolonial qui a dégénéré, qui a échoué, et qui est désormais intenable.

Non seulement les États qui ont « bénéficié » depuis 37 ans de la coopération française rétrogradent au classement du développement humain, mais nombre d'entre eux sont menacés de graves crises politiques, ou y ont déjà sombré (Centrafrique, Congo). Une vague de francophobie s'amplifie, qui rendra impossible le projet même de coopération, et le travail des coopérants, si n'est pas signifié très rapidement un changement radical de perspective. Bref, il s'agit de **sortir du mépris**. Il n'y a pas de coopération sans confiance : le mépris, fut-il inconscient, exaspère la défiance.

La France n'a pas seulement prétendu « coopérer au développement » de ses anciennes colonies, elle a voulu continuer à les « tenir » militairement, financièrement et culturellement. La prolongation de cette relation étouffante est incompatible avec le concept de coopération.

La France a certes promu auprès de l'Europe les accords de Lomé. Mais ils ont été partiellement gâchés par les interférences du clientélisme franco-africain, ce qui a renforcé les réactions de déception ou de défiance envers la coopération européenne.

Une politique au détriment des intérêts de la France

Il est bien évident que la France n'a le projet de coopérer que parce qu'elle y trouve son intérêt. Mais il y a plusieurs sortes d'intérêts : celui de la nation et du peuple français, ou celui de quelques groupes d'initiés ; l'intérêt affairiste à court terme, ou le partenariat durable.

Or les intérêts qui ont fondé la coopération franco-africaine en 1960 (rang de la France, porté par une quinzaine de régimes clients ; accès privilégié aux matières premières par le maintien d'économies rentières ; embrigadement dans la francophonie ; circuits de financement politique), avaient un double défaut : ils contrariaient le processus d'indépendance politique et économique ; ils réservaient l'accès au pouvoir et aux ressources à un cercle de plus en plus étroit d'« amis », adeptes de la « politique du ventre ». Ce n'est plus comme cela que la France peut compter se faire respecter, dans l'Europe et dans le monde, ni valoriser ses productions, ni susciter l'attrait pour sa langue et sa culture.

L'estime réciproque entre les peuples est gage de paix, mais aussi d'un courant durable de bonnes affaires. En soumettant la livraison de ses produits et de ses équipements au prisme du bakchich escompté, certains opérateurs français et leurs correspondants africains réalisaient certes de fructueuses opérations financières à court terme. À moyen terme, s'est installée l'image de fournisseurs peu fiables, plaçant des marchandises de mauvaise qualité, des installations dispendieuses et inutiles.

Les dévoilements de l'aide publique ne gaspillent pas seulement l'argent des contribuables français : ils sont une école de cynisme. Les « valises à billets » et les comptes exotiques ont proliféré, altérant la gestion publique en France même et discréditant une partie de la classe politique.

En retardant le développement économique et politique de l'Afrique, on s'achète peut-être quelques voix à l'ONU, mais on nourrit des inimitiés, qui auront le poids du nombre.

Plus généralement, la France et l'Europe, dans leur déclin démographique, ne garderont leur influence qu'en promouvant et « vendant » des biens incorporels, à base de qualité, de culture, d'expérience institutionnelle. Dans ce « commerce », l'image est encore plus décisive qu'ailleurs.

Propositions

- Désenclaver la politique franco-africaine de sa **cellule élyséenne**, mettre à l'index ses officines affairistes, ses **réseaux** sécuritaires ou délinquants. Ce qui implique un sursaut de la démocratie en France même : une remobilisation du **Parlement** sur les enjeux de cette politique, et la réanimation du **débat public** par tous ceux que cette politique concerne - en particulier les Africains de France, les ONG, les africanistes, les anciens coopérants, les mouvements civiques.

- Élaborer une **réflexion stratégique** sur l'avenir des relations entre la France, l'Europe et l'Afrique, qui vise à rétablir une confiance sur la base d'intérêts mutuels durables. Redéfinir ensuite les modalités de la **présence française en Afrique**. Comparer la stratégie politique ainsi redéfinie avec les stratégies conduites par l'état-major ou tel grand groupe pétrolier. Chercher à restaurer le **primat du politique** sur ces stratégies partielles.

- Conçus il y a presque 40 ans, dans un tout autre contexte et selon un type de relations aujourd'hui révolu, **les accords de défense franco-africains ne sont plus légitimes** : des interventions qui se fonderaient sur ces accords, en partie secrets, seraient désavouées par les opinions publiques africaine et française. Le rôle militaire de la France en Afrique doit être entièrement renégocié, en tenant compte de l'objectif européen. Le résultat de ces **renégociations** devra être **soumis aux représentations nationales** tant en France que dans les pays concernés (étant entendu que des accords sont inenvisageables quand de telles représentations n'existent pas, ou sont illégitimes).

- Instaurer un **contrôle parlementaire des services secrets**, comme aux États-Unis ou en Allemagne, où l'on a fini par admettre que les services pouvaient manipuler le pouvoir exécutif, ou lui échapper.

- Ratifier les textes des Nations unies qui condamnent l'emploi de **mercenaires**, et y adapter la législation française - comme le fait l'Afrique du Sud. Sévir plus sérieusement contre les menées en Afrique, depuis la France, des Denard, Barril et compagnie.

- La France ne retrouvera sa crédibilité en matière de défense des droits de l'homme que si elle sort résolument du double langage à propos de la création d'une **Cour criminelle internationale permanente** - la soutenant officiellement d'un côté, la sabotant de l'autre par une conditionnalité scandaleuse (il faudrait l'accord de l'État dont ressort le coupable, de celui dont ressort la victime, et de celui où s'est passé le crime). Comme si l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité inquiétait certains responsables civils ou militaires...

- La France et l'Europe, qui sont des contributeurs majeurs des institutions de **Bretton Woods** (FMI et Banque mondiale) doivent expliciter le rôle qu'elles attendent de ces institutions dans la reconstruction économique et financière de l'Afrique, et articuler les objectifs ainsi assignés à ceux de leur coopération bilatérale ou communautaire.

- Au Parlement, la discussion du **budget** de la Coopération (un septième de l'**aide publique au développement**, APD) doit être regroupée avec celle des principaux autres chapitres budgétaires de l'APD (Bercy, Quai d'Orsay, Recherche).

- Concernant le problème de la **dette**, les associations de solidarité pourraient réclamer un **audit** de la destination des prêts publics consentis aux pays d'Afrique. La plupart de ces prêts sont entachés de **manœuvres dolosives de corruption réciproque**. Plutôt que d'accorder cet audit, l'État français préférera sans doute hâter l'annulation quasi complète de la dette - une forme d'amnistie...

- Le traitement de la dette relève de l'apurement des erreurs passées. Une partie de l'actuelle APD relève des facilités commerciales ou d'une politique de rayonnement culturel. La véritable coopération est en principe motivée par la **lutte solidaire contre la pauvreté**. Il importe d'identifier et distinguer l'enveloppe annuelle consacrée à cet objectif de générosité collective, la séparant des autres flux vers les pays du Sud qui répondent à d'autres motivations. Puis, comme se propose de le faire la Grande-Bretagne, il faudra adopter une stratégie de lutte contre la pauvreté réelle, avec des priorités. D'importants progrès méthodologiques ont été accomplis en la matière, de même que dans l'évaluation de l'efficacité des politiques menées (critères, indicateurs synthétiques). Le **choix d'indicateurs** de résultat et la réalisation d'**évaluations indépendantes** faciliteraient le contrôle parlementaire.

- Ces mesures et évaluations doivent permettre d'observer l'efficacité des sommes allouées, respectivement, à la coopération bilatérale interétatique, aux institutions internationales, à la coopération non-gouvernementale et décentralisée. L'**effort** de solidarité internationale consenti par la France devra être **réorienté vers les supports les plus efficaces** dans la lutte contre la pauvreté, plutôt que vers les administrations les plus puissantes. Comme en bien d'autres domaines aujourd'hui, il n'est pas envisageable d'empêcher la France de sombrer dans la sclérose si le pouvoir politique ne parvient pas à **reprenre la maîtrise de l'administration**.

À FLEUR DE PRESSE

Le Soir (Bruxelles), *Les leçons d'un immense gâchis*, 09/09/1997 (Colette BRAECKMAN) : « Mobutu est mort seul et misérable. [...] La fin tragique d'un vieil homme malade, abandonné de tous, que nul ne voulait plus accueillir, ou même regarder en face, devrait être une leçon à méditer, au nord comme au sud de l'équateur.

Les nouveaux maîtres de l'Afrique et du Congo, ceux qui se sentent le vent en poupe, doivent savoir que l'indulgence des puissants ne dure que le temps de leur opportunisme, que seule en définitive importe la reconnaissance du peuple, lorsque ses conditions de vie s'améliorent et que ses droits fondamentaux sont respectés.

Le destin de leur ami Mobutu devrait aussi inspirer les pays occidentaux qui trop longtemps, pour cause d'économie ou de géopolitique, ont fermé les yeux sur ses errements.

Il n'y a pas de raison que les droits de l'homme soient à géométrie variable et que l'on glisse aujourd'hui sur des violations qui, hier, tout à la fin, alors que son destin était scellé, furent durement reprochées à Mobutu ».

Le Nouvel Observateur, *Les caprices sanglants d'Arap Moi*, 25/09/1997 (Laurent BIJARD) : « *Si quelqu'un [au Kenya] a le courage de se dresser comme un Laurent Kabila ou un Kagame*, prédit Khelef Khalifa, membre fondateur de l'association Safina qui regroupe différentes tendances politiques de l'opposition kenyane, *il sera le héros de ces jeunes. Ici, les gens ont pris conscience des changements qui se sont produits dans les pays voisins. Après trente-trois ans de paix, les Kenyans se disent que quelque chose d'imminent et de vilain est tapi dans l'ombre, à leur porte. Quelque chose d'horrible qui évoque la Somalie ou le Rwanda. Alors, aujourd'hui, les gens s'arment et des milices à la somalienne pourraient bientôt voir le jour. Si Moi organise des élections faussées comme celles de 1992, c'est sûr, ce sera l'explosion*. [...] »

Une nouvelle tromperie électorale au Kenya pourrait bien ajouter un autre chapitre sanglant à la déstabilisation de la région des Grands Lacs et de toute l'Afrique de l'Est ».

Le Monde, *La conjuration du silence*, 28/08/1997 (Éditorial) : « Alors que l'aide active apportée par Washington à l'armée rwandaise est désormais avérée, les Américains n'ont évidemment pas intérêt à ce que soit instruit le procès de ladite armée. Nul ne leur en voudra dans la région des Grands Lacs, ni même en Afrique du Sud, où Nelson Mandela ne ménage pas son soutien à M. Kabila au point de mettre publiquement en doute la réalité des massacres allégués. Nul ne les incriminera non plus en Europe, pas même la France... On ne peut pas tout contrôler, dit-on aujourd'hui à Paris, en ajoutant avec mansuétude que les États-Unis n'ont pas plus souhaité les massacres des réfugiés au Zaïre que la France n'avait souhaité, quelques années plus tôt, quand elle appuyait le précédent régime de Kigali, le génocide contre les Tutsis.

Face à la *Realpolitik*, qui incite chacun aujourd'hui à faire sa cour au nouveau maître de Kinshasa, la justice, la morale, la vérité n'ont pas leurs chances. À d'éventuels accusateurs, M. Kabila et M. Kagame auraient beau jeu de demander ce qu'ils ont fait contre les turpitudes de Mobutu et contre les organisateurs du génocide de 1994 au Rwanda. L'impunité appelle l'impunité : l'ONU aura bien du mal à briser la conjuration du silence ».

[*On ne peut briser ponctuellement ce cercle. Tant que la sanction d'un crime particulier ressemblera au « Haro sur le baudet ! » qui conclut la fable de La Fontaine, Les animaux malades de la peste, « la justice, la morale, la vérité » n'auront évidemment pas leurs chances. Il faut une coalition pour la création de la Cour criminelle internationale permanente. Peut-être, pour faire tomber le veto des grandes puissances (dont les placards sont encombrés de cadavres), devra-t-on concéder qu'elle ne traite que des crimes à venir. Ce serait ça de pris*].

Libération, *Se souvenir du présent*, 25/09/1997 (Véronique NAHOUM-GRAPPE) : « Milosevic ne ressemble pas à Hitler, et c'est ce qui a protégé le nettoyage ethnique pendant cinq ans au cœur de l'Europe [...]. Les programmes politiques de mort en notre fin de siècle, ces fascismes postérieurs au nazisme dont la figure ne pouvait être qu'inédite, [...] sont inscrits avant tout dans leur contemporanéité économique, technique et culturelle, [...] dont la différence empêche toute comparaison. Le cauchemar algérien ne ressemble à rien, ce qui nous rend incapable de le penser. Le cri de protestation tragique "*plus jamais cela !*" devient donc inéluctablement avec le temps un énoncé pépère, car "*ce n'est plus jamais cela*", à l'évidence. [...]

Le statut de la sexualité comme torture croît en prestige négatif et dérive du non-politique vers le politique : le sadisme sexuel surreprésenté dans les images en temps de paix, s'inscrit plus systématiquement et naturellement dans le programme des assassinats politiques sur la planète entière. [...]

La visibilité des pires crimes contre les populations civiles s'accroît, mais leur signification politique : [...] l'usage politique contemporain du sadisme sanglant et sexuel a franchi à la fois des seuils de visibilité médiatique et d'incompréhensibilité politique. Ces années 90, le téléspectateur fait face à beaucoup de sang et peu de sens, [...] [à] d'horribles atrocités dénuées de poids, comme dans un cauchemar nul ».

[*Pour ceux que hante, quand même, le « plus jamais cela », il est utile de penser ces mutations de la bête immonde. Il faudra parvenir à les anticiper, un peu comme les fabricants de vaccins prévoient les futurs virus grippaux, pour ne pas être chaque fois dépassés par les réorganisations collectives de la pulsion meurtrière*].

Le Canard enchaîné, *De la logique avant toute chose*, 24/09/1997 (Jean-Luc PORQUET) : « S'il nous faut vous renvoyer chez vous... Faisons-le au moins dans la dignité. Cela ne se passe pas ainsi. Mais dans la honte, et le mépris. [...] [A] Bobigny, [...] le centre [*de rétention administrative*] se trouve dans les sous-sols du commissariat. On s'y entasse à 6 par cellule. Les flics multiplient les attitudes méprisantes, les injures, les décisions arbitraires. Il n'y a pas de local pour recevoir les visiteurs. Pas d'infirmier ni de médecin. Pas d'information sur le droit de recours.

Au premier étage de l'hôtel Ibis de Roissy, où sont enfermés les étrangers qui viennent d'arriver sur le territoire et, s'étant présentés régulièrement aux contrôles, attendent que leurs demandes soient examinées, ce n'est pas mieux : toilettes bouchées, odeurs nauséabondes, cafards, absence de ventilation... [...] S'il faut refouler des étrangers, qu'au moins cela ne se fasse pas de façon dégradante. Il ne s'agit pas de bons sentiments ou d'humanitaire : mais de simple logique ».

[Justement : la logique peut-elle encore se frayer un chemin entre les sentiments et l'humanitaire ?].

Les *Dossiers noirs* de la politique africaine de la France, n° 10

Paris-Dakar
À fond la caisse *

Une vitrine démocratique craquelée. Les acteurs réels d'une économie virtuelle.

Agir ici et *Survie*, L'Harmattan, 83 p. À paraître le 20 octobre. Peut être commandé à *Survie* (40 F, port inclus).

* Titre provisoire.

SURVIE, 57 AVENUE DU MAINE, 75014-PARIS - TEL.: (0)1 43 27 03 25 ; FAX: (0)1 43 20 55 58 - IMPRIME PAR NOS SOINS - COMMISSION PARITAIRE N°
76019 DEPOT LEGAL : OCTOBRE 1997 - ISSN 1155-1666 - DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE - ABONNEMENT : 80 F
(ÉTRANGER : 100 F)